

Par Patricia Lewis

Directrice de recherches, *Chatham House*

22 octobre 2018

Les autres pays doivent rappeler aux États-Unis et à la Russie que les accords de contrôle des armements ne constituent pas un problème bilatéral. Ils affectent le monde entier.

Bien que le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF) soit un accord bilatéral entre les États-Unis et la Russie, la menace récente de la part des États-Unis de se retirer de cet accord de longue date, qui a fait ses preuves, n'est pas une question qui devrait être réglée uniquement entre les deux pays.

Nous sommes tous touchés par la relation américano-russe dans ses hauts et ses bas. Leur dialogue de sécurité est une discussion de sécurité globale. Les systèmes d'armes nucléaires des États-Unis font partie des systèmes d'armes de l'OTAN et les accords de contrôle des armes nucléaires entre les deux États touchent tout le monde. Plus important encore, toute utilisation d'armes nucléaires résultant d'un conflit entre elles aurait des conséquences désastreuses pour la planète entière. Chaque pays, chaque personne est impliqué dans ce jeu.

Le traité INF: un accord historique

Il est important de comprendre la portée du traité INF. À la fin des années 1980, après les années les plus dangereuses de la guerre froide, les dirigeants américains et soviétiques, Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, ont commencé à transformer la relation toxique et destructrice entre les États-Unis et l'URSS par le biais de nouveaux accords de contrôle des armements.

Le traité INF était vraiment novateur. Il a éliminé toute une classe d'armes nucléaires, y compris les SS-20 soviétiques, les missiles de croisière américains et les missiles balistiques Pershing II. Tous les systèmes de missiles ayant une portée de 500 à 5 500 km ont été

interdits.

Le traité était également une première dans ses mesures de vérification rigoureuses visant à garantir que chaque arme de la classe soit détruite, ainsi que tous les missiles d'entraînement, étages de fusée et lanceurs compris dans le traité INF, et qu'aucun de ces missiles ne serait fabriqué ou testé en vol. Au milieu de 1991, les États-Unis et la Russie avaient détruit 2 692 missiles à portée intermédiaire en vertu de l'accord.

Après son entrée en vigueur en 1988, outre le contrôle habituel par satellites, les inspecteurs de chaque côté ont entamé une série d'inspections extrêmement intrusives sur site, notamment l'observation de la destruction de missiles et de leurs lanceurs, des inspections inopinées, des contrôles et une surveillance continue du périmètre des deux usines de production de missiles - une à Votkinsk et une dans l'Utah. Ces inspections se sont poursuivies pendant plus d'une décennie - se terminant en 2001 - et ont servi de base à de nouveaux traités stratégiques sur les missiles nucléaires entre les États-Unis et la Russie.

Un nouveau froid

Mais le courant politique aux États-Unis et en Russie semble s'être retourné contre le contrôle des armements. En 2000, le président Vladimir Poutine et d'autres hauts responsables russes ont commencé à menacer de quitter le traité INF, suggérant qu'il s'agissait d'un « vestige de la guerre froide » limitant la capacité de la Russie à développer de nouvelles armes nucléaires, et qu'un accord nécessitait des éclaircissements techniques pour faire face aux nouveaux développements technologiques depuis 1987. Au cours des quatre dernières années, les États-Unis ont poussé la Russie aux frontières du traité INF jusqu'à ce qu'elle soit en non-conformité. Les États-Unis ont affirmé que la Russie développait un système de missiles de croisière au sol d'une portée supérieure à celle permise par le traité INF. En 2017, l'administration Trump a annoncé que la Russie avait commencé à le déployer. La Russie nie cette allégation et invoque le retrait des États-Unis du traité antimissile balistique et le déploiement du système américain de défense antimissile comme preuve que les États-Unis violent le traité INF de leur côté. John Bolton, conseiller à la sécurité nationale du président Donald Trump, est réputé pour son dédain des traités sur le contrôle des armements. Avant de prendre ses fonctions, il a proposé que les États-Unis se

retirent du traité – c’est sous sa surveillance qu’ils se sont retirés du traité sur les missiles antibalistiques et des négociations en vue de renforcer la convention sur les armes biologiques. Il retirerait également les États-Unis du nouvel accord START qui a réduit les armes nucléaires stratégiques de longue portée des États-Unis et de la Russie.

Il est temps que les alliés s’unissent pour le droit international

Le problème de fustiger les traités parce qu’ils ne sont pas idéaux, et de s’en retirer ensuite, est que les États-Unis et la Russie perdent des leviers essentiels pour imposer le respect des obligations dans les moments difficiles. Les traités – même imparfaits – constituent la base légale pour insister sur le bon comportement et pour des sanctions si un pays refuse de se conformer.

Si le traité INF tombe, le nouveau START pourrait être le prochain. Et après quoi ?

L’état de droit sur la scène internationale doit être soutenu et respecté par tous. Et en effet, c’est ce que font la plupart des pays. La plupart des pays ont adhéré aux traités internationaux qui restreignent le comportement en matière d’armes nucléaires, chimiques et biologiques. Le Traité multilatéral de non-prolifération nucléaire entre dans sa 50e année d’existence, la Convention sur les armes chimiques oblige la Syrie et la Russie à rendre des comptes, et un nouveau traité visant à interdire les armes nucléaires a été négocié à l’ONU l’an dernier. Lorsque les États-Unis se sont retirés de l’accord nucléaire iranien, les autres parties à cet accord – l’UE, la France, la Russie, la Chine, le Royaume-Uni et l’Iran – ont coopéré de manière urgente pour tenter de sauver l’accord en mettant en place un mécanisme financier pour protéger les investissements en Iran. Une telle approche met en évidence l’importance que les pays accordent au droit international et au fait de tenir parole sur le long terme. Une telle approche est essentielle pour instaurer la confiance et imposer à tous un bon comportement. C’est le moment pour les alliés des États-Unis et pour ceux qui peuvent influencer la Russie de rappeler à ces puissances militaires lourdement armées que ces décisions nous concernent tous et que la primauté du droit est nécessaire pour calmer un

monde de plus en plus troublé.